

FOCUS TRANSITION



LA FUCID, UNE ONG AU CŒUR DU CAMPUS



La transition, c'est pour qui ? Avril 2019

LA TRANSITION, C'EST POUR / PAR LES RICHES ?
TRANSITIONNEUR.S.E.S D'AUJOURD'HUI
RÉFLEXION SUR L'ENGAGEMENT DES JEUNES



03

INTRO

La transition,
c'est pour qui ?

04

DÉFINITIONS

C'est quoi
la transition ?

05

RÉFLEXION

La transition
c'est pour les riches ?
Pistes de réflexions

09

PORTRAIT

Transitionneur.se.s
d'aujourd'hui

13

RESSOURCES

Pour creuser
la thématique...

14

TÉMOIGNAGE

Et ailleurs,
on en pense quoi ?
La transition dans un
écovillage du Sénégal

16

RÉFLEXION

Engagez-vous !
Une injonction
paradoxe

20

QUIZZ

T'y connais-tu
en transition ?La transition
c'est pour qui ?

A lors que la transition est dans toutes les bouches lorsque l'on parle « écologie », occupe les salles de cinéma et les librairies avec beaucoup de succès, s'insère dans le vocabulaire politique, les ONGs ne peuvent être en reste. La FUCID a donc décidé de se saisir, avec ses propres grilles de lecture, de la question de la transition pour ouvrir une large réflexion - qu'un Focus ne pourra évidemment pas épuiser - non sur une énième redéfinition de la transition mais plutôt pour questionner l'identité de ceux et celles qu'on appelle « transitionneur.se.s ». Tout le monde peut-il devenir un acteur.rice de la transition ou ce type d'engagement est-il réservé à certaines marges de la société ? Comment s'assurer, dans un contexte d'urgence climatique, que tou.te.s puissent participer à la transition ?

Cette réflexion émane d'un groupe de travail autour de « la transition, c'est pour/par les riches » regroupant des personnes toutes insérées de près où de loin dans la transition, et avec lequel nous avançons sur ce qui freine une plus grande mixité sociale dans la transition. Le groupe en est à ses balbutiements mais l'idée sera dans l'avenir de pouvoir aussi aborder d'autres types de mixité comme la question du genre ou de l'interculturalité.

Forte de son expérience sur les questions de changement climatique, développement durable et mobilisation écologique, la FUCID vous propose des réflexions sur la transition. Après avoir creusé la question, nous prendrons également un recul sur la question plus générale de l'engagement, thématique traitée au premier quadrimestre, pour discuter grâce à un article de Jacques Ion l'injonction à s'engager et ses paradoxes. ●

L'ÉQUIPE DE LA FUCID



NOUS CONTACTER

Rue de Bruxelles 61
5000 Namur - Belgique
+32 81 72 50 88
fucid@unamur.be
Fucid Namur

Éditeur responsable
Stéphane Leyens

Coordinatrice du magazine
Emeline De Bouver

Comité de rédaction : Alix Delvigne, Aurélie Mayné, Anne-Sophie Tirmarche,
Catherine Dehalu, Idriss Soumah, Maia Gillet, Rita Rixen



DÉFINITIONS

Je transitionne,
tu transitionnes,
nous transitionnons...

Aujourd'hui le mot « transition » est partout. Mais qu'est-ce qu'on désigne par la « transition » ? La transition vient aujourd'hui servir de synonyme plus sexy à des notions aussi différentes que le développement durable ou la révolution. Quelques usages du mot...

LA TRANSITION
COMME MODE DE VIE ÉCOLOGIQUE

Le concept de transition englobe aujourd'hui les autres courants comme la simplicité volontaire, le zéro déchet, les petits gestes, la sobriété heureuse... qui prônent une mise en cohérence des actes quotidiens comme ceux de la consommation avec les prises de position et valeurs écologiques que chacun revendique.

LA TRANSITION
COMME PROJET DE SOCIÉTÉ ÉCOLOGIQUE

Dans l'usage du concept de transition, on recouvre aussi aujourd'hui les champs qui étaient notamment impartis au développement durable ou au secteur environnemental. Il s'agit pour une série d'acteur.rice.s d'indiquer par l'usage du terme de transition qu'ils.elles veulent tendre vers une société plus juste, plus solidaire et plus écologique, ou qu'ils.elles voient la transition comme une étape vers ce projet utopique.

LA TRANSITION
COMME DIVERSITÉ D'INITIATIVES LOCALES

C'est l'un des usages très répandu dans le grand public surtout depuis le film « Demain ». La transition dans cette idée, c'est cette nébuleuse d'initiatives citoyennes locales qui, chacune à leur manière, tentent d'inventer une solution partielle mais conviviale aux défis écologiques. On se situe alors dans une idée où il s'agit de valoriser une grande diversité de pratiques alternatives, adaptées aux situations locales sans qu'il y ait besoin de les fédérer ou de les rassembler. La convivialité est au cœur du processus et de l'image recherchée.

LA TRANSITION
COMME PROCESSUS

La transition est prise ici dans un sens assez littéral du verbe transiter. La transition c'est un mouvement, un processus, un chemin. C'est le nouveau mot pour traduire l'aspiration à un changement social qui tient compte de l'écologie. On insiste ici sur l'importance des étapes intermédiaires, sur la construction dans l'« ici et maintenant » imparfait d'autres façon de vivre ensemble. Il ne s'agit plus de viser un moment clé de transformation mais bien de construire petit à petit l'autre monde souhaité.

LA TRANSITION
COMME PRÉPARATION À L'APRÈS-EFFONDREMENT

Alors que pour certain.e.s, la transition implique une focalisation sur l'« ici et maintenant » et les chemins à emprunter, d'autres voient la transition comme la préparation de l'à-venir. Pour les collapsologues ou ceux qui étudient de près les destructions en cours sur la planète, la transition, c'est le développement de la résilience au niveau individuel et collectif pour faire face aux crises et catastrophes qui vont arriver.

LA TRANSITION
COMME FOYER DES L'ÉCOLOGIE INTÉRIEURE

Et alors qu'on avait l'impression de cerner le phénomène, on peut être surpris de se rendre compte que dans certains contextes, la transition revêt aussi une coloration différente en mettant au cœur de la démarche des transitionneurs, les processus d'intelligence collective et la dimension personnelle et intérieure de la transition.

RÉFLEXION

La transition
c'est par / pour les riches ?

QUELQUES PISTES DE RÉFLEXION

La transition, est-ce seulement pour et par les riches^{#1} ? Poser cette question plutôt provocatrice, c'est ouvrir un large chantier qui touche tant aux définitions de la transition et aux discours des transitionneur-se-s qu'à la compréhension de la précarité et de son implication sur la participation. Alors que le terme « transition » est de plus en plus en vogue dans les discours, qu'ils soient citoyens, médiatiques ou politiques, sa signification devient à la fois plus floue et plus large qu'auparavant. La transition sera appréhendée ici dans sa référence aux initiatives locales et citoyennes qui, chacune à leur manière, tentent d'inventer une solution partielle mais conviviale aux défis actuels. L'objectif de cet article est d'identifier, à partir des critiques relatives au caractère « exclusif », voire sectaire, du mouvement de la transition, les défis à relever pour concilier écologie et justice sociale et concilier écologie et émancipation collective. Le postulat développé par ATD que nous soutenons dans cet article étant qu'une émancipation collective ne peut être atteinte que si elle est pensée avec les plus pauvres^{#2}.

LA TRANSITION, C'EST POUR LES RICHES ?

Quand les acteur.rice.s associatif-ve-s posent cette question, ils-elles s'interrogent sur l'amplitude de la transition. La transition va-t-elle être uniquement écologique ou également sociale ? La transition va-t-elle améliorer le sort des plus vulnérables ? Quelles conséquences à penser la transition à quelques-uns ? La transition ne nécessite-t-elle pas la participation de tous ? La crainte ou la critique sous-jacente est notamment que la transition soit un moyen de transformation sociale uniquement superficiel, verdissant les abords de nos quartiers sans toucher aux racines de nos crises, sans toucher aux injustices et inégalités^{#3}. La crainte est également de reproduire, dans la transition, des rapports de pouvoir qui excluraient une nouvelle fois les plus pauvres de l'activité citoyenne de rêver et construire la société de demain. La question qui guide cet article invite chaque participant ou initiateur d'un projet de transition à se positionner sur l'objectif de son projet. Quelle place l'idéal de justice sociale y occupe-t-il ? Quel objectif de changement social est visé ? Si nous sommes au clair avec nos objectifs et qu'il est évident que nous voulons une société écologique ET juste, alors vient directement une question souvent oubliée : est-il possible de penser le changement de société, de penser la transition sans les personnes en précarité ? La position que nous défendons ici est que viser l'émancipation de tou.te.s implique la participation de tou.te.s^{#4} : pour comprendre le monde dans lequel nous vivons, les mécanismes de domination afin de les transformer, il nous faut donner la parole aux exclu.e.s, les côtoyer, réfléchir avec eux-elles.

Comment alors rêver « demain » avec les plus pauvres, dans un dialogue ? Comment sortir du manque de diversité d'une majorité des publics qui sillonnent les initiatives de transition.

LA TRANSITION C'EST PAR LES RICHES ?

La critique récurrente formulée à l'encontre des initiatives de transition tient en un mot : « l'entre-soi ». Et ce malgré la volonté de nombreux.se.s transitionneur-se-s de s'ouvrir à un plus large public. En effet, ils-elles sont nombreux-se.s à se préoccuper de la diversité sociale de leurs initiatives. Cependant cette préoccupation reste souvent à l'état d'esquisse et la question de pourquoi et comment pluraliser les milieux sociaux touchés reste sans doute trop peu approfondie. Pour avancer, plusieurs questions mériteraient d'être explorées : à quel point les transitionneuse.rs sont-ils convaincus de l'importance de dialoguer avec les plus pauvres ? Envisagent-ils une réelle co-construction avec des publics aux aspirations et compétences différentes au point de voir leurs projets être éventuellement bousculés ou déplacés ? Les préjugés sur les pauvres (qu'ils ne se préoccupent pas de changer la société, qu'ils sont souvent idiots...) ne sont-ils pas encore fort répandus dans le public des projets de transitions ? Et les transitionneuse.rs connaissent-ils vraiment les conditions d'existence des précaires ? À partir de cette dernière question, nous avons voulu, dans cette fin d'article, mettre en lumière toute une série d'éléments souvent impensés par les transitionneur.se.s qui rendent problématique une co-construction d'initiatives avec les publics fragilisés. Parmi ces éléments figure une connaissance insuffisante de la réalité des personnes vivant dans la pauvreté. Parcourons trois exemples.

LA TRANSITION COMME ÉDUCATION À LA VIE BONNE

« Les gens qui vivent dans la précarité [...] en ont assez d'être d'abord utilisés et vus comme des « à éduquer ».

CHRISTINE MAHY, WIRECTRICE DU RÉSEAU WALLON DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

#01 LE TITRE DE CET ARTICLE EST INSPIRÉ D'UN ÉVÈNEMENT ORGANISÉ EN 2017 PAR LE P.A.C. ET LES ACTEURS DES TEMPS PRÉSENTS ET D'UN ÉVÈNEMENT ORGANISÉ EN 2018 PAR VIE ESEM AUQUEL NOUS AVONS PARTICIPÉ. LES RÉFLEXIONS DE L'ARTICLE ÉMANENT ÉGALEMENT DES PREMIÈRES RÉFLEXIONS D'UN GROUPE DE TRAVAIL FUCID AUQUEL PARTICIPENT DES RECHERCHEURS DE L'UNAMUR ET DES ACTEURS DE LA TRANSITION. C'EST DANS LE CADRE DE LA RÉUNION DU 22 JANVIER DE CE GROUPE DE TRAVAIL QUE NOUS AVONS RÉCOLTÉ LES REMARQUES DE CHRISTINE MAHY, DIRECTRICE DU RÉSEAU WALLON DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ QUI PARÈMENT L'ARTICLE.
#02 ROY AXEL (2016), JOSEPH WRÉSINSKI : PIONNIER DE L'EMPOWERMENT RADICAL MADE IN FRANCE IN MOUVEMENT N°85 (PRINTEMPS), PP. 87-94.
#03 HERMANT PAUL (2017), « LA PAUVRETÉ, IMPENSÉ DES 'TRANSITIONNEURS' ? » DANS POUR ÉCRIRE LA LIBERTÉ, HORS SÉRIE, DÉC.-FÉV. PP. 23-25.
#04 ROY AXEL, IDEM.

Beaucoup de projets en transition se construisent avec l'intention d'apprendre les bonnes pratiques à d'autres citoyen-ne-s. Si le ou la transitionneuse.r méconnaît le fait que les plus pauvres sont déjà - dans la majorité des espaces - vu-e-s comme des bon-ne-s à rien qu'il s'agit de remettre dans le droit chemin, il.elle risque d'associer des personnes précaires à son projet avec l'unique objectif de leur enseigner les principes d'une vie meilleure : comment mieux se nourrir (bio, local, de saison...), comment cuisiner zéro déchet, comment communiquer de façon non violente... Si aucun dialogue n'a été établi au préalable, si aucun besoin n'a été exprimé et aucun projet créé collectivement, le résultat sera une impression pour la personne précaire d'un jugement sur son mode de vie. Le risque est aussi de nier les conditions objectives qui empêchent les plus pauvres de modifier certains de leurs comportements et de les voir comme des personnes qui n'ont pas compris et à qui il faut expliquer. À l'inverse, les personnes qui travaillent avec les plus pauvres attirent l'attention sur l'importance de partir d'une relation de confiance entre des personnes considérées sur le même pied, ayant chacun.e des compétences à partager. Il s'agit également d'identifier les stratégies développées par les plus précaires pour supporter les impasses auxquelles ils-elles sont confronté-e-s au quotidien.

“
Les gens savent qu'ils mangent de la merde en général. Ça arrive que, à un moment donné, on peut ne plus avoir envie de le savoir. Quand on est dans le trop peu de tout, on ne va pas se torturer tous les jours à se dire qu'on mange de la merde. On se convainc que ce qu'on a, c'est ce qui est bon.
 ”
 CHRISTINE MAHY

LA TRANSITION COMME PARTICIPATION

“
Un pauvre tout cassé qui ne sait pas aller bêcher devra pouvoir bénéficier pourtant des bons légumes même s'il s'assied sur une chaise et qu'il regarde les autres bêcher.
 ”
 CHRISTINE MAHY

Dans les initiatives de transition, la participation est énormément valorisée. Vous êtes à peine arrivé-e dans un groupe d'achat en commun que l'on vous demande déjà si vous pouvez vous occuper du lien avec un-e producteur-riche. Dès la première invitation à une rencontre de « Outsiplou en transition », on vous demande de venir avec votre plat pour l'auberge espagnole, vos vêtements à donner pour la friperie, votre idée sur l'avenir de la transition... Ce qui part d'une très bonne intention (vouloir sortir le-a citoyen-ne de son rôle de consommateur-riche passif-ve et d'aspirer à ce que tou-te-s, nous soyons acteur-riche-s du futur) peut rapidement se transformer en charge mentale et / ou physique supplémentaire. Celui-celle qui est déjà épuisé-e ou broyé-e par sa réalité quotidienne satisfera difficilement cette norme sociale de participation. Comment éviter de recréer dans la transition un espace méritocratique ? Comment passer d'une transition où la reconnaissance et les gratifications sont uniquement liées à la participation active à une transition qui pense aussi des mécanismes de « sécurité sociale » ? Et puis comment laisser dans nos projets de la place pouvoir recevoir ce que les plus pauvres peuvent apporter ?

LA TRANSITION COMME TECHNIQUES IMPOSÉES

“
On ne compte plus (dans les CPAS) les ateliers destinés aux allocataires sociaux, consacrés au bien-être et au Zen (on y apprend même à enlacer des arbres), à la culture maraîchère ou bien encore à la cuisine saine, locale et de saison.
 ”
 PAUL HERMANT, 2008^{#05}

Les initiatives valorisées dans le mouvement de la transition ont été récupérées par les institutions en charge d'encadrer les plus pauvres. Or, entre ceux-celles qui choisissent librement de participer aux potagers collectifs et ceux-celles qui - dans le programme de réinsertion du CPAS - se voient imposer la participation à des pratiques de maraîchage ou de cuisine saine, la différence est de taille. Car si la participation librement choisie garantit aux transitionneuse-s bien-être, épanouissement et convivialité, son caractère contraignant pour les plus pauvres leur laissera un goût bien plus amer.

“
Les pauvres en ont marre de bêcher.
 ”
 PAUL HERMANT, 2017^{#06}

Ces trois éléments plaident en faveur d'une plus grande connaissance par les transitionneuse-s des conséquences quotidiennes de la précarité sur la vie quotidienne afin d'envisager les conditions de rencontres en mixité sociale.

À côté de la méconnaissance de la réalité des personnes précaires, un obstacle au métissage des publics concerne les codes culturels, souvent implicites, qui jalonnent le monde de la transition. Une des preuves en est la difficulté rencontrée pour réaliser cet article de mener une petite enquête sur la transition auprès des publics précairisés. Le mot « transition » est tellement connoté et difficile à définir qu'il est pour l'instant utilisé uniquement par ceux-celles qui en connaissent déjà les codes et les références (le film « Demain », le manuel de Rob Hopkins...).

^{#05} HERMANT, PAUL, IDEM.
^{#06} HERMANT, PAUL, INTERVENTION DANS LE CADRE DE LA CONFÉRENCE "LA TRANSITION, C'EST POUR LES RICHES ?" ORGANISÉE PAR VIE ESEM, JUIN 2018.



Ces codes implicites, qui conditionnent la reconnaissance comme « bon-ne transitionneur-se », peuvent ainsi mener à l'exclusion de ceux-celles qui ne les ont pas compris. Quels sont ces codes implicites ?

Par exemple, le type de participation attendu dans les initiatives de transition repose sur des références communes, qui ne sont pas socialement neutres.

- L'auberge espagnole est un classique du monde de la transition mais en général tout n'y est pas valorisé. Celui-celle qui vient avec un paquet de chips n'est pas toujours considéré comme légitime (sauf si ce sont des chips faits maison). On attend le plus souvent de celui-celle qui participe à l'évènement un plat fait maison, bio, sans emballages, si possible avec les légumes du jardin.
- La volonté de convivialité, c'est-à-dire de créer des espaces où chacun-e se sent bien peut parfois entraîner des dommages collatéraux. L'attente implicite d'une présence souriante, rayonnante, enthousiaste... peut parfois empêcher ceux-celles qui sont meurtri-e-s par une existence plus difficile de répondre à ces critères. Et les dilemmes où se jouent ces rapports de classes sont détectables en de nombreuses occasions. Pensons par exemple à un habitat groupé qui met un logement en location : comment une personne précarisée qui travaille beaucoup, qui ne s'exprime pas facilement en public et est fort déprimée suite à son divorce va-t-elle pouvoir bénéficier du bien si, à côté d'elle, postule également un jeune couple circulant à vélo, très disponible pour la vie en commun, lui se formant aux massages et elle maraichère dans une Amap^{#07} ? Comment faire pour que les avantages de la vie de transitionneur-ne-s ne soient pas réservés à ceux-celles qui y sont déjà socialisé-e-s ?

Réfléchir aux impensés de la transition invite à repenser nos projets et notre conception de la transition. Une meilleure connaissance des réalités vécues par les plus pauvres doit notamment nous prémunir de tout discours simplificateur sur la liberté de choix, indépendamment du contexte socio-culturel d'existence.

“
Au fil des conversations revient quand même souvent l'idée que : « oui mais enfin, moi un jour, j'ai fait un choix. » Comme s'il suffisait de faire un choix. « Un jour, j'ai fait un choix de manger autrement, un jour, j'ai fait un choix d'acheter autrement, un jour j'ai fait le choix de me déplacer autrement : un jour j'ai fait un choix ! »
 CHRISTINE MAHY

De toute bonne foi, les transitionneuse.r.s qui tiennent ce discours veulent souvent se démarquer de tous ceux-celles qui ont les mêmes conditions sociales qu'eux mais ne bougent pas et continuent à contribuer au productivisme ou au consumérisme ambiant. L'assertion est cependant problématique parce que le glissement est facile vers un discours où est oublié...

“
[...] que personne ne fait un choix sans que ce choix soit conditionné par l'ensemble des contingences qui sont autour de nous : qui on est, dans quoi on grandit, comment on bouge, les problèmes qu'on rencontre...
 ”

CHRISTINE MAHY

Un autre glissement peut également se faire sentir à partir des discours qui invitent à ne pas tenir compte du politique, à construire une alternative à côté sans attendre que les institutions ne se transforment. Ces discours oublient que notre expérience de la politique institutionnelle n'est pas la même selon notre niveau de revenu. Comme le montre le sociologue Edouard Louis, quand on fait partie des milieux précaires, la politique impacte jusqu'à nos corps, puisque notamment, une décision peut faire que l'on ne peut plus manger certains jours^{#08}. Pouvoir vivre sans se préoccuper des décisions politiques est un luxe que tout le monde ne peut pas s'offrir...

En conclusion, cet article ne vise pas à dévaluer la transition et l'extraordinaire créativité qui se déploie dans les initiatives citoyennes, mais bien à mettre en débat certains des pris pour acquis de cette nébuleuse et permettre ainsi aux transitionneur-se-s d'aller encore plus loin dans l'invention d'une société à la fois plus verte, plus inclusive et plus juste^{#09}. ●

EMELINE DE BOUVER, CHARGÉE DE PROJET À LA FUCID ET CAMILLE DE MONGE, CHARGÉE DE PROJET À ATD QUART MONDE

#07 ASSOCIATION POUR LE MAINTIEN D'UNE AGRICULTURE PAYSANNE.
 #08 EDUARD LOUIS (2018), QUI A TUÉ MON PÈRE, SEUIL.
 #09 À SUIVRE DANS L'ÉTUDE QUE LA FUCID SORTIRA EN DÉCEMBRE 2019.

Transitionneur.se.s d'aujourd'hui (1/4)



MAUREEN MACOIR

DIPLÔMÉE EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET EN COURS DE MASTER EN INGÉNIERIE ET ACTION SOCIALES À L'HENALLUX. PRÉSIDENTE DU KOT À PROJET KOTÉLOCAL QUI SENSIBILISE LES ÉTUDIANT.E.S DU CAMPUS NAMUROIS À UNE CONSOMMATION PLUS RESPONSABLE.

“

Pour moi, la transition c'est avant tout une remise en question de nos modes de fonctionnement.

Dans une société qui court toujours après le temps et qui sacralise l'argent au détriment de l'humain, il est encore temps de dire « stop ! ».

Je m'engage dans la transition pour une société durable et pour un monde meilleur.

Changer le monde n'est pas seulement entre les mains des Pouvoirs Politiques. Nous pouvons, chacun, à notre petite échelle, contribuer à améliorer les choses.

Les médias sont de plus en plus alarmistes en ces temps de crise environnementale (et ils ont raison).

Plutôt que d'avoir peur, je préfère sourire et utiliser toute mon énergie pour m'investir dans des activités responsables concrètes.

Les initiatives citoyennes et solidaires se multiplient. À nous de créer les nôtres !

”



LUDOVIC BEQUET

ASSISTANT EN FACULTÉ DE SCIENCES ÉCONOMIQUES DOCTORANT EN ÉCONOMIE DU DÉVELOPPEMENT À L'UNAMUR.

“

Mon engagement dans la transition découle d'une série de prises de conscience durant ces dernières années.

Prise de conscience des enjeux écologiques et sociétaux mais également prise de conscience des changements personnels indispensables à la transformation de notre société.

Mon engagement pour la transition va donc de pair avec le chemin de développement personnel et spirituel dans lequel j'évolue.

Pour moi, la transition aide les personnes désireuses d'une vie conforme à leurs valeurs, en harmonie avec les limites de notre planète.

Elle permet également de préparer des alternatives crédibles pour les décennies à venir.

En ce sens, elle est principalement utile aux générations futures, auxquelles peu d'attention a été portée durant le siècle dernier.

”





Transitionneur.se.s d'aujourd'hui (2/4)



CLAIRE ROMMELAER

MEMBRE DU GROUPE UNIVERSITÉ EN TRANSITION DE L'UNAMUR,
ASSISTANTE EN DROIT,
CHARGÉE D'ENSEIGNEMENT ET CHERCHEURE EN DROIT,
ET BIOÉTHIQUE DANS CETTE MÊME UNIVERSITÉ.



Les conséquences sociales et environnementales désastreuses de notre mode de vie sont aujourd'hui trop connues pour pouvoir les ignorer.

Et vivre avec la conscience aiguë de ce désastre mondial implique forcément un changement d'attitude, en pensées et en actes.

La transition me permet de continuer à vivre dans la société qui est la mienne tout en me donnant des outils d'analyse critique et des ressources pour exprimer mes craintes et mes incohérences.

C'est donc d'abord pour mon bien-être personnel que je me suis engagée dans cette voie et le fait de le reconnaître me permet d'éviter de devenir une donneuse de leçons.

Cela dit, si le concept de transition m'a aidée à redonner du sens à mon quotidien, c'est aussi parce que j'y vois les germes d'une société plus juste et plus résiliente.



MANOËLLE LUJAN CHAVEZ

19 ANS ET ÉTUDIANTE EN DEUXIÈME EN COOPÉRATION INTERNATIONALE,
FAIT ÉGALEMENT PARTIE DU DÉMOCRA'KOT,
KOT-À-PROJET DE NAMUR ET BÉNÉVOLE
DANS L'ONG DÉFI BELGIQUE AFRIQUE.



Je m'engage dans la transition non pas parce que c'est utile mais parce que c'est tout simplement nécessaire. Il n'y a plus réellement besoin de le répéter, la planète va mal.

Des centaines d'espèces disparues, des catastrophes de plus en plus fréquentes, pénuries de certaines matières premières...

Nous vivons aussi dans un monde toujours plus individualiste, plus égoïste où on en vient à oublier de se tourner vers les autres.

Notre système ne peut pas indéfiniment tenir le coup. Il nous faut réinventer d'autres manières de vivre, consommer, de produire, d'échanger...

C'est ce que la transition veut faire, renforcer notre résilience tout en recréant du lien.

Elle m'aide à retrouver du sens, à me sentir entourée dans mon engagement, à me donner du courage, et si globalement, elle permet de rassembler les gens pour les aider à se mettre en mouvement, alors pourquoi pas ?



Ttransitionneur.se.s d'aujourd'hui (3/4)



PHILIPPE DEFEYT

ÉCONOMISTE, CITOYEN ENGAGÉ,
PRÉSIDENT DE L'INSTITUT POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE.



Comme pour d'autres jeunes pensionnés je suppose, il y a plusieurs raisons de m'engager dans la transition : l'avenir des petits-enfants, une dose de « mauvaise conscience » de l'état dans lequel notre génération laisse notre planète, une évolution de notre vision sur le bien-être matériel et, pour certains, le plaisir de redécouvrir le sens d'un combat collectif, avec et pour d'autres.

La transition est supposée se faire pour tous, ici et ailleurs, maintenant et plus tard.

Suivre le mot d'ordre « penser globalement, agir localement » n'est plus suffisant, parce qu'il faut aussi « réfléchir localement et construire globalement ».

Certes, tout est dans tout, mais le principal défi est de choisir les combats essentiels dans lesquels s'investir.

Ce choix est compliqué pour les progressistes, pour qui les enjeux sont nombreux, mais il est incontournable au vu des urgences climatiques.



DELPHINE DEL MARMOL

DOCTEUR EN MÉDECINE VÉTÉRIINAIRE,
DOCTORANTE EN SCIENCES BIOMÉDICALES,
ASSISTANTE DE PHYSIOLOGIE HUMAINE
À LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE L'UNAMUR.



Une de mes priorités, actuellement, c'est de questionner les représentations des genres (masculin / féminin / intersexe / autre) véhiculées par la société via un travail artistique (dances, performances burlesques et transformistes).

À première vue, je trouve que le mouvement de la Transition ne donne pas assez d'importance aux inégalités de genre et il me semble que dans beaucoup d'initiatives de transition sont reproduits des mécanismes de domination qu'on retrouve partout ailleurs.

Il y a du coup un chantier passionnant à lancer sur ces questions : comment être femme et en transition ?

Ce sont des questions qui me semblent incontournables aujourd'hui.

C'est une des raisons pour laquelle je m'intéresse plus particulièrement aux questions relatives à la transition intérieure.

En effet, ma transition intérieure concernant les questions environnementales trouve des points communs avec mes questionnements féministes. Je porte également mon attention sur l'écoféminisme dans une perspective Queer (Eco-Queer) qui questionne la relation nature-sexualité et les constructions sociales qui découlent de cette relation.





Tansitionneur.se.s d'aujourd'hui (4/4)



VANDANA SHIVA

Militante écoféministe, VANDANA SHIVA a été la première en Inde à dénoncer les dérives de l'agro-business : l'endettement inhérent à l'achat de semences à haut rendement et machines diverses a poussé nombre de petit-e-s paysan-ne-s au suicide. Aux révolutions verte (années 60), puis biotechnologique (années 80) encouragées par le Nord dans beaucoup de pays du Sud, VANDANA SHIVA oppose un modèle basé sur l'agriculture paysanne : celui qui fournit 70% de la nourriture mondiale. Elle compte sur les mouvements sociaux pour privilégier et revendiquer une nourriture de qualité, respectueuse de l'environnement. Celle qui a obtenu la fermeture de l'unité de production de Coca-Cola dans le Kerala illustre le rôle de premier plan joué par les femmes dans la sauvegarde de l'environnement : "Si aujourd'hui, les OGM sont contestés, c'est grâce aux femmes, si les rivières n'ont pas disparu, si les semences ont pu être sauvées, c'est encore grâce aux femmes", explique-t-elle.

SOURCE : IMAGINE DEMAIN LE MONDE, AVRIL 2017.



ROB HOPKINS

Docteur Honoris causa de l'UNamur, militant et écrivain, ROB HOPKINS est connu pour être le fondateur du mouvement des initiatives en transition. Le concept des "Villes en transition" a dépassé les frontières du Royaume-Uni (son pays d'origine), puis celles de l'Europe pour s'étendre à l'international : partout dans le monde, des citoyen-ne-s se rassemblent pour développer la résilience des communautés, c'est-à-dire les préparer à résister au choc dans un contexte fait de crises écologique et économique et de dépendance au pétrole. ROB HOPKINS et ses acolytes entendent relocaliser l'économie (via la création d'une monnaie locale, par exemple) et la production agricole (notamment à travers la mise en place de potagers urbains ou de coopératives de soutien à l'agriculture paysanne), ou encore privilégier la mobilité douce. Optimiste face à l'adversité, ROB HOPKINS compte sur la créativité citoyenne pour déjouer la menace d'effondrement.



WANGARI MAATHAI

WANGARI MAATHAI, biologiste kényane, est la première femme africaine à avoir obtenu le Prix Nobel de la paix, en 2004, pour son combat en faveur de la démocratie et l'environnement. Faire participer des femmes à un reboisement à grande échelle pour enrayer la dégradation de l'environnement, lutter contre les abus de pouvoir et contre la détention illégale d'opposant-e-s politiques : tels sont les défis relevés par son ONG le Mouvement de la Ceinture verte. Professeure d'université et ministre déléguée à l'environnement et aux ressources naturelles, WANGARI MAATHAI a à son actif quelques victoires : l'abandon d'un projet immobilier au cœur du parc Uhuru à Nairobi ou encore l'appui d'une grève de la faim de mères qui exigeaient du régime la libération de leurs fils et l'ont obtenue. Malgré quelques démêlés avec la justice et une position controversée sur l'excision génitale féminine, cette militante chevronnée n'a jamais cessé de lutter, jusqu'à son décès en 2011.



DES MILITANTES AU SEIN DES GILETS JAUNES

Les mesures prises pour contrer le réchauffement climatique ont des effets différenciés selon où l'on se situe dans les rapports sociaux : c'est la leçon qu'on peut (et doit) tirer du mouvement des gilets jaunes. L'augmentation du prix du carburant impacte davantage une aide-soignante à temps partiel mère de trois enfants qui vit en zone rurale qu'un directeur financier doté d'une voiture de société. Parce qu'elles sont touchées encore plus durement que les hommes par la précarité et parce que la société les a assignées à la gestion du foyer, les femmes sont aux premières loges pour constater la baisse du pouvoir d'achat, d'où leur présence en nombre dans le mouvement. Afin que la transition soit inclusive, leur voix doit être entendue... et les richesses redistribuées.



Pour creuser la thématique...

À LIRE



LA THÉORIE DU DONUT
L'ÉCONOMIE DE DEMAIN EN 7 PRINCIPES DE KATE RAWORTH

Face à la destruction de l'environnement, les crises financières à répétition et la montée des inégalités, une distance critique s'impose plus que jamais par rapport à l'éternel objectif de croissance. L'autrice propose un outil pour penser ensemble les limites planétaires à ne pas dépasser et les seuils socio-économiques qu'une vie digne requiert d'atteindre. En forme de donut, cet outil nous donne une vision de ce qu'est l'espace juste et sûr pour l'humanité. ÉDITIONS PLOU, 2018



LA PAUVRETÉ, IMPENSÉ DES "TRANSITIONNEURS" ?

Chaque initiative imaginée ou menée par les mouvements de la transition devrait d'abord être passée au crible de la mère célibataire et allocataire avec deux enfants. (PAGE 25) ANALYSE DE PAUL HERMANT, POUR, DÉCEMBRE 2017-FÉVRIER 2018



LES TROIS ÉCOLOGIE
DE FÉLIX GUATTARI

Le philosophe et psychanaliste français FÉLIX GUATTARI proposera dans les années 1980 de penser une écologie globale qui regroupe trois formes d'écologies : l'écologie environnementale, l'écologie sociale et l'écologie mentale.

ÉDITIONS GALLILÉE, 1989.



PAUVRETÉ SUBIE, SIMPLICITÉ CHOISIE :
À LA RECHERCHE D'UN NOUVEAU VIVRE ENSEMBLE

Entre ceux qui rament pour boucler leurs fins de mois, se loger, se soigner, manger... et ceux qui invitent à une vie volontairement plus simple, quel dialogue possible ? Quel projet d'avenir, quelles valeurs pourraient nous mobiliser, riches et pauvres ? (PAGE 1)

ANALYSE D'ISABELLE FRANCK, VIVRE ENSEMBLE ÉDUCATION, AVRIL 2010.



MANUEL DE TRANSITION : DE LA DÉPENDANCE AU PÉTROLE
À LA RÉSILIENCE LOCALE DE ROB HOPKINS

ROB HOPKINS nous propose des réflexions et surtout des outils pour imaginer une sortie de modes de vies dépendants au pétrole et penser la création de communautés résilientes. ÉDITIONS ECOSOCIÉTÉ, 2010.



TRANSITION : L'AFFAIRE DE TOUS ?
LE RÔLE DE L'ÉDUCATION PERMANENTE

Transition et associations de lutte contre la pauvreté peuvent-elles se rejoindre dans la lutte pour une société plus juste ? Si ce n'est par un combat politique mené ensemble, au moins par des rencontres et activités communes ? (PAGE 1)

ANALYSE D'ISABELLE FRANCK, RENATO PINTO, JEAN-YVES BURON, VIVRE ENSEMBLE ÉDUCATION, AOÛT 2017.

À REGARDER



BILAN CARBONE
ECO VS POLLUEUR

Vidéo provocatrice qui met en image l'idée selon laquelle notre empreinte écologique est davantage reliée à notre niveau de revenu qu'à notre attention à nos gestes quotidiens. www.dailymotion.com/video/x5oormr



ENTRE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET TRANSITION :
DES PONTS À JETER ?

Quelles pistes sont possibles pour une éventuelle collaboration entre les actions de lutte contre la pauvreté et les initiatives de Transition, ou du moins, pour une plus grande mixité sociale des alternatives ? (PAGE 7)

ANALYSE DE JEAN-YVES BURON, VIVRE ENSEMBLE ÉDUCATION, MARS 2014.

TÉMOIGNAGE

Et ailleurs, on en pense quoi ?

LA TRANSITION AU SÉNÉGAL AU TRAVERS DU REGARD DE MAAM SAMBA MBOW

L'ÉCOVILLAGE DE NDEM :
UN PROTOTYPE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU SÉNÉGAL

Le village de Ndem est une parfaite illustration de la possibilité de transiter vers un autre modèle de vie qui prend plus en compte l'équité, la solidarité et l'écologie. L'histoire de ce village commence lorsque Serigne Babacar Mbow (Sénégalais) et sa femme Soxna Aicha (de nationalité française) décident de s'installer en 1983 dans ce village situé au centre du Sénégal dans le sahel. Cette zone est sans doute l'une des plus défavorisées au Sénégal où sévit un exode rural massif dû à la sécheresse et au manque d'infrastructures de base. Petit à petit, une association de villageois se crée et devient l'ONG de Ndem en 2005. Elle rassemble des villageois mais aussi des volontaires venu-e-s de partout dans le monde ». En collaboration avec des partenaires principalement du Nord, elle a mis en œuvre divers projets permettant d'affirmer aujourd'hui une autonomie du village malgré les difficultés rencontrées encore aujourd'hui.

Actuellement le village compte des infrastructures dans le domaine de l'hydraulique, de l'éducation, de la santé, de la microfinance, de l'agroécologie et de l'artisanat. Ndem est connu à l'international notamment pour son artisanat labellisé « Commerce équitable » par le WFTO du fait de la déontologie régissant le système de production. Dans le domaine de l'écologie, des périmètres agro-écologiques communautaires ont été aménagés permettant ainsi aux populations de vivre de leurs propres productions. De même les jeunes de Ndem ont mis en place une association du nom de « Eco-Jeunes-Solidaires » qui mène activement des campagnes de sensibilisations, de reboisement et de recyclage. Au-delà des réalisations en terme de développement infrastructurel, Ndem c'est d'abord une philosophie de partage et de solidarité gouvernée par une éthique inspirée de la voie Baye fall (l'une des voies du Soufisme qui est la branche mystique de l'Islam). Dans ce village du sahel se fait ressentir l'esprit de transition qui se manifeste aussi bien dans la relation à l'autre, à l'environnement et une revalorisation des savoir-faire traditionnels. Le village est composé en moitié de populations autochtones et d'autre part de personnes venues des villes qui se sont installées pour des raisons de concordance avec leurs principes de vie. En somme, Ndem est une référence de transition au Sud et peut inspirer également le Nord dans la mesure où l'on apprend à vivre ensemble dans le respect mutuel et le respect à la nature.

POURQUOI VOUS ENGAGEZ-VOUS DANS LA TRANSITION ?

Je m'engage dans la transition car je suis citoyen du monde et partie intégrante de la nature. C'est une obligation pour tous d'agir pour préserver l'environnement et réfléchir ensemble sur un modèle de développement socio-économique durable. De nos jours, nous ne pouvons point ignorer la crise planétaire qui secoue tous les coins du globe. Les catastrophes causées par le système capitaliste tant sur le plan environnemental, social et économique sont désastreuses. Chaque génération a un défi à relever : le nôtre c'est de lutter ensemble pour un monde plus juste, plus équitable et plus respectueux envers la nature. à l'ère de la consommation à outrance, nous devons apprendre à renouer les liens avec la nature, apprendre à être plus en harmonie avec notre environnement. Bien entendu, la solidarité est au cœur du débat, car la transition n'est possible que si nous collaborons ensemble. Comme l'affirme Albert Jacquard « l'échange est l'acte constitutif de l'homme ». Nous lançons un appel à tous nos frères et sœurs de la planète pour dire que c'est une question de survie aujourd'hui, donc il est temps d'agir ensemble pour un changement global et radical du système actuel.

QUI LA TRANSITION AIDE-T-ELLE ?

La transition nous aide tous, peu importe le niveau de vie que nous avons ou là où nous vivons. Nous résidons tous sur terre et les problèmes socio-environnementaux nous concernent tous. Prétendre être à l'abri ou envisager une vie dans une autre planète n'est qu'une vision utopique et irréaliste. Il faut plutôt essayer de préserver ce qui nous reste de naturel et questionner l'orientation de la science car comme disait Rabelais « Science sans conscience n'est que ruine de l'âme ». Développons une conscience positive pour être plus en harmonie avec notre « terre mère ». ●

WWW.NDEM.INFO





Engagez-vous! Une injonction paradoxale

C'est un flot continu : depuis quelques années, les appels à l'engagement ne cessent de se multiplier, émanant de sources très diverses. Dans la suite de son livre « Indignez-vous » Stéphane Hessel a publié en 2011 avec Gilles Vanderpooten un petit opuscule intitulé sans détour : « Engagez-vous ! » destiné aux « jeunes générations ». Depuis, cet appel a été de fait relayé par de multiples institutions, publiques ou privée, principalement en direction des jeunes, mais pas seulement. C'est le cas de collectivités territoriales, qui par exemple organisent des journées de l'engagement dans des lieux publics. C'est le cas de grandes fédérations associatives : ainsi France-bénévolat lance des appels par affichettes dans les transports en commun de plusieurs grandes villes. C'est surtout le cas de nombre d'organismes d'enseignement supérieur : universités, mais surtout grandes écoles (notamment écoles d'ingénieurs ou écoles de commerce) qui créditent les étudiants qui s'engagent de points supplémentaires pour leur examen, voire rendent obligatoire dans le cursus la participation à des activités dites « civiques ».

Cette même exhortation peut être également le fait de grandes entreprises encourageant leurs salariés à s'engager dans des activités associatives, notamment dans le secteur humanitaire. On relève aussi que des cabinets de conseil, des structures publiques d'aide à l'emploi conseillent même parfois aux chômeurs de mentionner leurs expériences associatives dans leurs CV de candidature.

Il s'agit donc bien là non pas de quelques appels isolés mais bien d'un phénomène de grande ampleur. Et ce phénomène est tout à fait nouveau, s'agissant d'appels sans destination précise indiquée (à la différence par exemple d'incitation à l'engagement clérical ou militaire). Sauf dans les régimes totalitaires où ce genre d'appel renvoie à de sinistres souvenirs, il relevait alors de la sphère privée, soit familiale, soit des réseaux d'interconnaissance liés au monde syndicalo-politique ou aux milieux de l'éducation populaire. Aujourd'hui, ce sont les pouvoirs publics et des acteurs économiques qui se mobilisent publiquement pour inciter les individus, notamment donc les jeunes, à s'engager.



16

Pourquoi cette injonction ? Si on en croit leurs promoteurs, elle surgirait sur le constat d'une désaffection généralisée vis à vis de la chose publique, d'une baisse tendancielle du militantisme, d'un repli de l'individu sur sa sphère privée... Bref, on connaît la chanson : il s'agit là d'une litanie argumentative dont le refrain est connu : nous serions de plus en plus individualistes ! S'y ajoute parfois, sur fond de « dédagisme », une certaine valorisation de la « société civile », perçue comme contre-pouvoir aux formes d'organisations étatiques et lieu favorable à une propédeutique de l'aini nommé « vivre ensemble ». Il s'agirait donc de ré-insuffler du collectif quand le repli sur soi serait la tendance générale.

JAMAIS
les individus n'ont été
aussi nombreux à participer
à des activités
collectives bénévoles

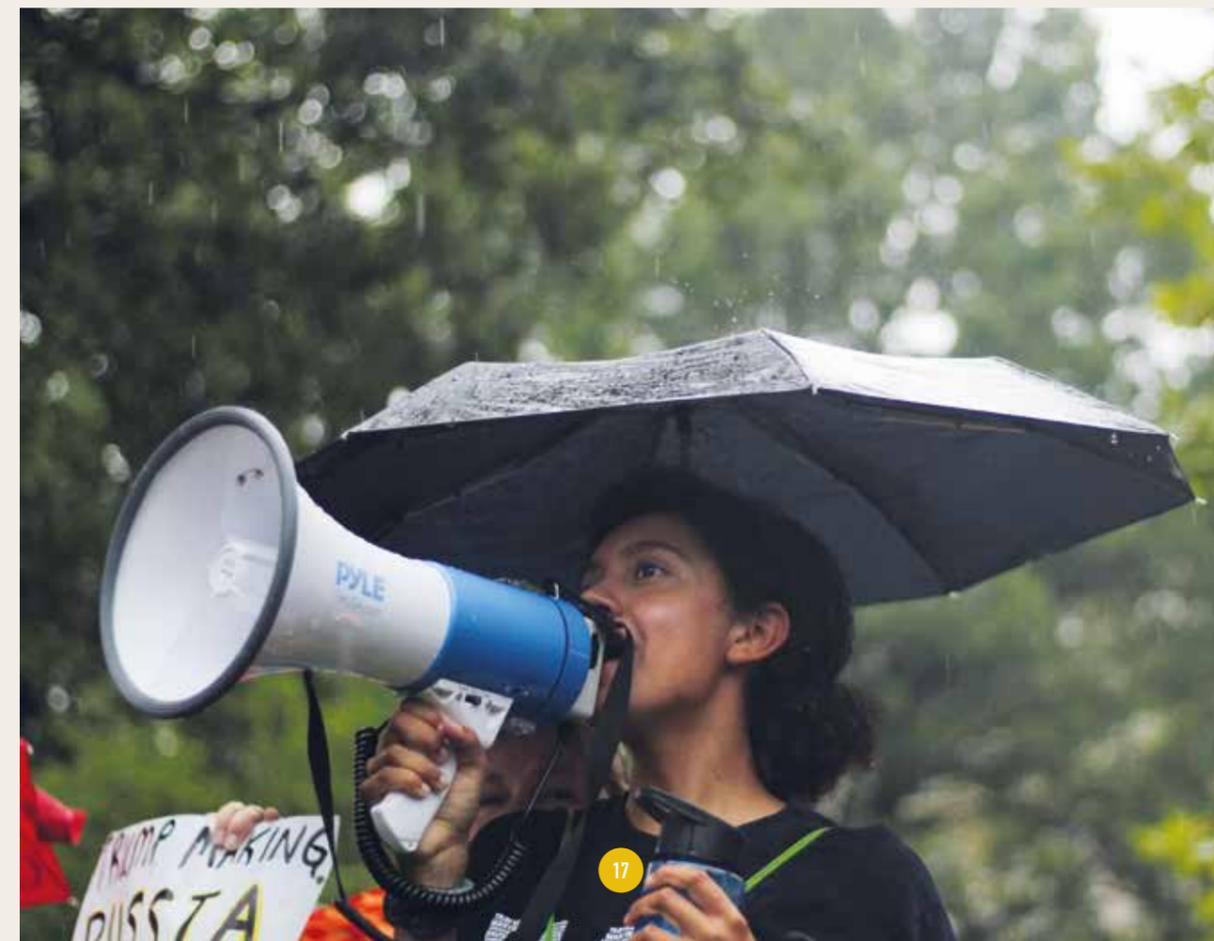
Or on sait que cette vieille antienne sur la montée de l'individualisme et le chacun pour soi à qui mieux mieux est complètement erronée, ne se fonde sur aucune observation sérieuse de ce qui se passe dans la réalité¹⁰. Tous les indicateurs disent même le contraire : jamais le nombre d'associations n'a été aussi élevé, jamais la participation à des groupements volontaires n'a été aussi forte, avec notamment depuis deux décennies un nombre de femmes de plus en plus grand à participer à la chose publique. Bref, si l'on excepte la stagnation des adhésions dans les syndicats de salariés et dans les partis politiques, jamais les individus n'ont été aussi nombreux à participer à des activités collectives bénévoles. Alors pourquoi ces initiatives réitérées ?

On peut croire à la bonne foi de ceux-là qui tentent de raviver un goût pour la chose publique qui n'a pas disparu mais qu'ils ne reconnaissent pas dans l'effervescence des divers mouvements collectifs qui se déroulent pourtant sous leurs yeux. C'est par exemple le fait de nombreux élus, souvent entrés eux-mêmes en politique via l'activité syndicale ou/et associative. Ceux-là sont souvent les mêmes qui ne voient point combien de nouvelles modalités d'engagement font aujourd'hui florès, et donc persistent à chercher des modes d'entrée dans la vie et le débat publics analogues à ceux de leur propre jeunesse.

Alors rien d'étonnant dans ce cas si ces appels ont peu de succès. Ils réussissent

à recruter souvent des convaincus déjà pratiquants ou des retraités en quête de nouvelles relations après la disparition des sociabilités de travail ou soucieux de prolonger l'exercice de leurs compétences professionnelles dans des activités bénévoles. S'agissant des jeunes qui sont les plus visés, ces injonctions en provenance des adultes ou/et des pouvoirs publics s'avèrent presque toujours contradictoires avec la tendance forte chez les moins de trente ans à précisément s'associer indépendamment des structures existantes et à l'écart des aînés. L'appel est souvent perçu comme une sorte de tentative d'encadrement.

¹⁰ SUR CE POINT, VOIR NOS OUVRAGES : S'ENGAGER DANS UNE SOCIÉTÉ D'INDIVIDUS, ARMAND COLIN, 2012 ET EN FINIR AVEC L'INTÉRÊT GÉNÉRAL, L'EXPRESSION DÉMOCRATIQUE AU TEMPS DES ÉGO, ÉDITIONS DU CROQUANT, 2018.



17

D'autant que, dans ces appels, ce sont toujours des structures existantes reconnues, ayant en quelque sorte pignon sur rue, qu'il faudrait rejoindre et renforcer. Les mobilisations spontanées ne sont guère considérées comme pouvant relever de cette injonction. Il n'y est guère question d'aller dans des manifs ou à plus forte raison dans des ZAD^{#11}! Ce type d'engagement est de fait considéré curieusement comme hors champ quand il n'est pas combattu. Bref, il y aurait de « bons » et de « mauvais » engagements. Donc le soupçon d'encadrement n'est pas tout à fait une vue de l'esprit de la part de ceux-là, notamment les jeunes, qui restent apparemment à l'écart de ces exhortations. Que penser ensuite de ces injonctions en provenance, non plus des élus ou des notables associatifs, mais des agents en charge de l'insertion économique. Plus que les précédentes encore, elles visent presque toujours à inciter à rejoindre des organisations bien connues et structurées. Pour une part, notamment s'agissant des grandes écoles de commerce, difficile de croire qu'ils seraient soudainement frappés de civisme! On peut plutôt y lire la recherche d'une sorte de « supplément d'âme » de la part d'institutions perçues comme formant des dirigeants d'entreprises généralement plus soucieuses de rentabilité que de participation au bien public. Mais cet effet recherché d'une meilleure image ne suffit pas à tout expliquer. Une démarche pédagogique n'est pas à exclure. Tout autant l'idée d'une diversification des compétences des cadres d'entreprise ou du secteur public que celle de la valorisation des qualités supposées correspondre à l'activité managériale dans le monde contemporain ne sont sans doute pas absentes de telles initiatives. Par cette diversification des pratiques, serait favorisée l'adaptabilité à des tâches diverses et donc encouragée la plasticité des savoir-faire.

D'autre part et simultanément il s'agirait de développer les capacités à prendre quelques risques, à s'adapter à la diversité des situations, à devenir autonome et responsable. Dans un univers en constante transformation, la formation ne saurait être seulement technique et le savoir-être en situation devient une valeur aussi importante que le savoir-faire, la capacité d'initiative aussi nécessaire que la maîtrise de connaissances. Autonomie, réactivité, flexibilité, mobilisation personnelle sont quelques-unes des qualités nécessaires au travail dans les organisations d'aujourd'hui. D'ailleurs n'est-il pas recommandé de complètement s'engager dans son activité professionnelle! Que l'on soit créateur de start-up ou simple employé salarié! Payer de sa personne dans l'entreprise ou une administration, c'est ainsi s'engager en tant qu'individu: s'impliquer. Il y a donc une grande proximité entre la figure du militant d'aujourd'hui, non plus soldat anonyme dévoué à l'organisation mais davantage prompt à faire entendre sa propre voix, et celle du travailleur contemporain, qu'il soit auto-entrepreneur à tous risques ou salarié flexible à coup sûr. Dans nos propres enquêtes sur les nouveaux collectifs de jeunes, on relève que nombre d'associations - déclarées ou non - composées notamment de pratiquants d'activités artistiques, expérimentent d'ailleurs dans ces groupements, souvent éphémères, une sorte de propédeutique à l'activité professionnelle. Plus généralement, Pierre Michel Menger a depuis de nombreuses années souligné combien le modèle du travail créatif, flexible et intermittent, tendait à devenir en quelque sorte le modèle de la condition salariée en économie capitaliste^{#12}. Bref, le voisinage est parfois très grand entre les modalités concrètes de formes militantes et celles requises dans l'activité de travail par le management néo-libéral.

Avant de s'en étonner, voire de s'en plaindre, il convient d'abord de relever que ces modalités concrètes relèvent du long processus d'individuation, commencé il y a plus de deux siècles dans les pays occidentaux, détachant le dit individu de ses collectifs d'appartenance (rappelons que la généralisation du terme « individu » va de pair avec celle du terme « société ») et qui s'est brusquement accéléré depuis les années soixante, transformant peu à peu la définition sociale de cet individu et ré-organisant toutes les institutions autour de cette nouvelle entité. La force de travail interchangeable cède la place au travailleur individualisé comme l'ayant-droit anonyme de la redistribution sociale cède devant la personne concrète.

Le chômeur, comme le pauvre, sont présentement sommés de définir un projet personnel. Le *je* singulier s'impose partout au détriment du *je* anonyme. Faute d'être défini par ses appartenances (géographique, professionnelle, familiale...) l'individu doit donc construire sa propre identité et c'est principalement à travers les épreuves et les expériences de la vie quotidienne qu'il le fait. S'impliquer devient donc quasiment une norme du monde social aujourd'hui. Finalement, les incitations répétées à l'engagement ne font ainsi que s'inscrire dans ce processus. Il serait donc absurde de les condamner sous prétexte qu'elles contribueraient à former des jeunes adultes conformes aux intérêts du capitalisme. Comme il aurait été absurde de combattre les Lumières parce qu'elles érigeaient en modèle la figure d'un individu autonome et rationnel débarrassé des églises,

des ordres et du patriarcat en même temps que se développait, hors des corporations, la réalité du salarié libre de vendre sa force de travail. L'individuation a deux facettes: émancipation et asservissement. De Robert Castel on a retenu la figure du désaffilié perdu dans le monde moderne et on a oublié que cette figure a d'abord été celle de Tristan et Iseut, libres de pouvoir s'aimer hors de leurs contraintes d'appartenance^{#13}. L'exploitation, l'*ubérisation* ne sont pas l'horizon obligatoire de l'injonction à se prendre en charge et à s'insérer dans des réseaux horizontaux. D'autres façons de coopérer se dessinent, y compris dans le monde économique, qui tout à la fois satisfait ce réel besoin d'autonomie et l'inscrivent dans des relations partagées

avec des pairs. L'engagement ne se décrète pas. Aujourd'hui moins qu'hier. D'ailleurs hier les appartenances, les liens primaires incitaient de fait, sans injonction, à continuer le chemin, celui de la famille, de la classe sociale ou du quartier (c'était d'ailleurs souvent le même). C'est dans ces liens que naissait ou non l'impératif de l'engagement. D'autres liens, davantage horizontaux, prennent aujourd'hui beaucoup plus d'importance. Ce sont eux qui, différemment certes, incitent présentement à s'engager. Indépendamment de toute injonction extérieure. ●

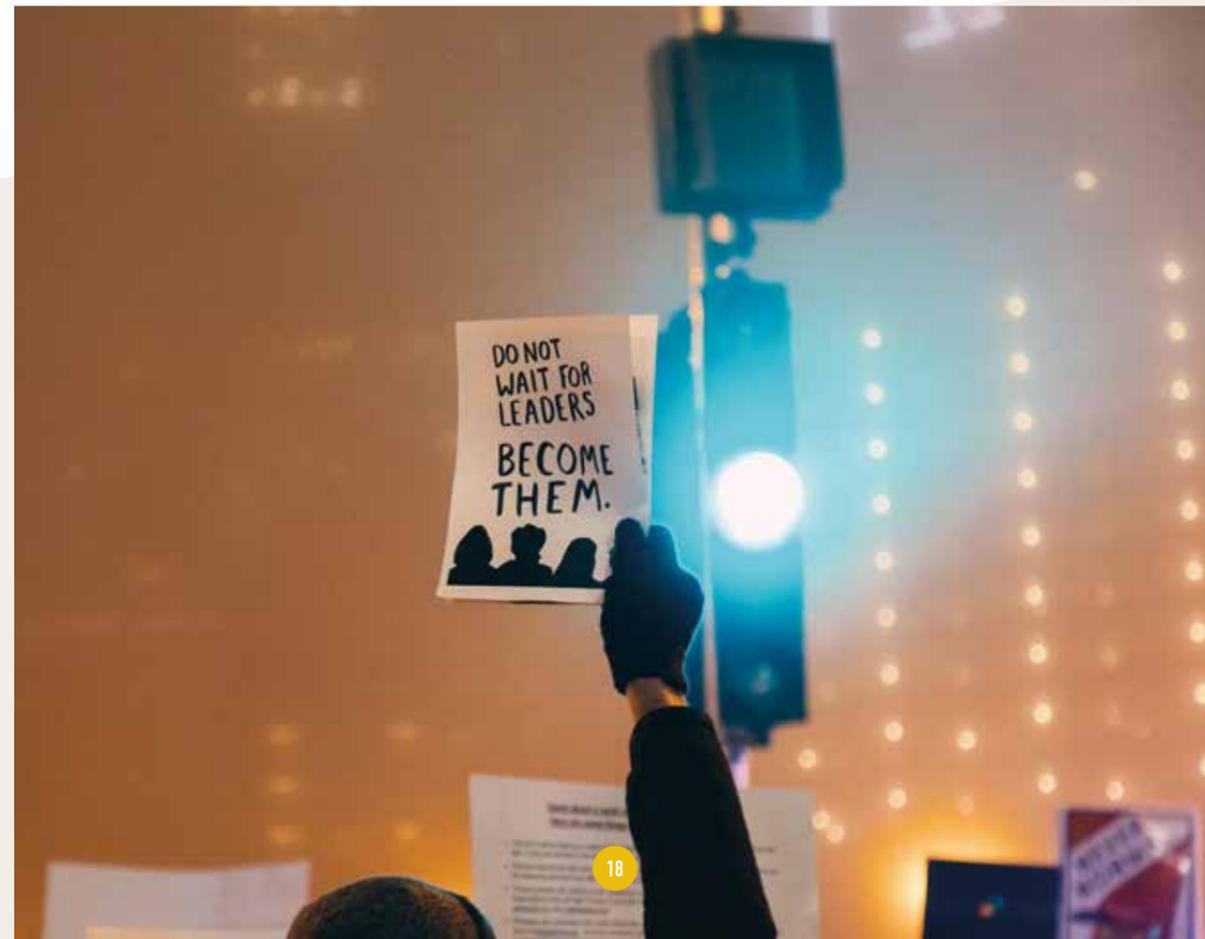
JACQUES ION, SOCIOLOGUE ET DIRECTEUR DE RECHERCHES AU CNRS.

#11 ZONE À DÉFENDRE: MOUVEMENT D'OCCUPATION MILITANTE.

#12 PIERRE-MICHEL MENGER, PORTRAIT DE L'ARTISTE EN TRAVAILLEUR, MÉTAMORPHOSES DU CAPITALISME, SEUIL, 2003.

#13 ROBERT CASTEL, "LE ROMAN DE LA DÉSAFFILIATION: À PROPOS DE TRISTAN ET ISEUT". LE DÉBAT 1990/4, N° 61, PP. 155-167.

L'APPEL est souvent perçu comme une sorte de tentative d'encadrement





T'y connais-tu en transition ?

1. QUI A UN JOUR DIT : "NE DOUTEZ JAMAIS QU'UN PETIT GROUPE D'INDIVIDUS CONSCIENTS ET ENGAGÉS PUISSE CHANGER LE MONDE. C'EST MÊME LA SEULE CHOSE QUI SE SOIT JAMAIS PRODUITE." ?

- A) Gandhi
- B) Margaret Mead
- C) Barack Obama
- D) Elon Musk

2. QU'EST CE QU'UN SOL EN "JACHÈRE" ?

- A) C'est un sol vendu aux enchères
- B) C'est un sol sur lequel on plante uniquement des légumes
- C) C'est un sol qui est au « repos », sans plantation
- D) C'est un sol contenant certains types de minéraux

3. QUI EST L' INITIATEUR DU MOUVEMENT "TRANSITION TOWN" ?

- A) Ta mère
- B) Philippe Cousteau
- C) Rob Hopkins
- D) Evan Green

4. QUELLE ANNÉE LES OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD) DEVRONT ÊTRE ATTEINTS ?

- A) 2025
- B) 2040
- C) 2035
- D) 2030

5. COMBIEN Y A-T-IL D'ÉTAPES À LA TRANSITION SELON LE "MANUEL DE TRANSITION" ?

- A) 12
- B) 8
- C) 14
- D) 10

6. QU'EST CE QUE L'ÉCOLOGIE ?

- A) C'est l'étude des relations entre les êtres humains et leur environnement.
- B) C'est la protection de l'environnement
- C) C'est s'habiller avec des plantes (si c'est du jardin c'est encore mieux)
- D) C'est manger bio et local

7. QUELLE A ÉTÉ LA PREMIÈRE VILLE À AVOIR ADOPTÉ UN SYSTÈME DE MONNAIE LOCALE ?

- A) Londres
- B) Totnes
- C) Vancouver
- D) Jabalpur

8. EN QUELLE ANNÉE LE MOUVEMENT DE "TRANSITION TOWN" EST-IL NÉ ?

- A) 2015
- B) 2017
- C) 2012
- D) 2006

1. RÉPONSE B.

2. RÉPONSE C.

L'assolement triennal est une technique agricole qui consiste en la division d'une terre en 3 sols pour y effectuer une rotation de culture par la suite. Cela permet un meilleur rendement et de ne pas appauvrir les sols. L'agriculteur doit choisir 2 types de culture : une céréale d'hiver, et une de printemps. Pendant la première année, un des sols accueillera la céréale d'hiver, l'autre la céréale d'été tandis que la troisième parcelle sera en jachère, donc inoccupée. Et chaque année une rotation s'effectuera entre ces 3 parcelles.

3. RÉPONSE C.

4. RÉPONSE D.

5. RÉPONSE A.

1. mettre en place un groupe de pilotage
2. sensibilisation
3. jeter les fondations
4. organiser un grand déchaînement
5. former des groupes de travail
6. opportunités pour les journées "portes ouvertes"
7. développer des manifestations pratiques et visibles du projet
8. stimuler la Grande Requalification
9. créer un pont avec la municipalité
10. honorer les anciens
11. laisser aller là où cela veut aller...
12. créer un Plan de Descente Énergétique.

6. RÉPONSE A.

7. RÉPONSE B.

8. RÉPONSE D.

